



# La course aux embauches est lancée dans l'industrie nucléaire

Par Elsa Bembaron et Cécile Cruzel

Publié le 20/04/2023 à 20:00 ,

Mis à jour le 21/04/2023 à 14:20

[Copier le lien](#)



Agnès Pannier-Runacher, alors ministre de la Transition énergétique, lors d'une réunion du Comité stratégique de la filière Nucléaire, en décembre 2021. *Vincent Isore/Vincent Isore/IP3*

**DÉCRYPTAGE - La filière va créer plus de 100.000 emplois en France au cours des dix prochaines années.**

Le défi est immense. Après avoir programmé la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires en France (EPR 2), le gouvernement a demandé au syndicat

professionnel de l'industrie nucléaire, le Gifen, d'évaluer les besoins en compétences. Le rapport rendu ce vendredi à Agnès Pannier-Runacher, la ministre de la Transition énergétique, dans le cadre du programme Match, est éloquent. Il faudra créer au moins 100.000 emplois entre 2023 et 2033.

«*C'est une hypothèse conservatrice*, prévient la ministre. *À ce stade, seuls les besoins liés notamment à la construction de six nouveaux EPR 2, au grand carénage en cours chez EDF, à l'exploitation et à la maintenance de l'ensemble des installations nucléaires existantes sont pris en compte.*» Autrement dit, cette évaluation n'inclut pas l'extension possible du programme français, avec huit EPR supplémentaires, les possibilités d'exportation (à part pour le Royaume-Uni et l'Inde) ou encore le développement des SMR/AMR (petits réacteurs nucléaires). La ministre a déjà demandé au Gifen de réaliser une mise à jour de l'étude pour intégrer ces hypothèses moins conservatrices de développement de la filière.



## **Aucune autre énergie n'a une telle empreinte, ancrée dans les territoires, en termes de création d'emplois**

Agnès Pannier-Runacher

«*Aucune autre énergie n'a une telle empreinte, ancrée dans les territoires, en termes de création d'emplois*», ajoute Agnès Pannier-Runacher. Certaines zones sont encore plus concernées, comme la Normandie, le secteur du Tricastin (Drôme) ou celui de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).

Des corps de métiers entiers vont devoir être substantiellement renforcés et regagner en attractivité, comme la tuyauterie, le soudage, la chaudronnerie, les forges... «*Pour ces métiers, nous parlons d'une forte croissance sur la décennie à venir. Par exemple, les besoins de la fonderie devraient croître pour atteindre 1300 personnes. C'est un effort conséquent pour cette filière!*», ajoute Olivier Bard, délégué général du Gifen. Le point est d'autant plus important, que sur les 100.000 emplois à créer, 60.000 correspondent spécifiquement à ces métiers, alors que 40.000 sont transverses (ressources humaines, finances...).

## Un concours de l'attractivité des métiers du nucléaire

Pour relever le défi, Agnès Pannier-Runacher et Roland Lescure, le ministre de l'Industrie, lancent un «*concours de l'attractivité des métiers du nucléaire*». Les entreprises qui interviendront le plus devant des collégiens et des lycéens recevront un label *Ambassadeur du nucléaire*, supervisé par l'Université des métiers du nucléaire. «*La meilleure façon d'augmenter les rémunérations, c'est d'avoir davantage de métiers qui payent bien: c'est clairement le cas dans l'industrie*», martèle la ministre. Tous les arguments sont bons pour attirer les jeunes «*Avec Roland Lescure, nous voulons mettre en visibilité les centaines de milliers d'emplois créés dans les prochaines décennies, entre le nucléaire et les énergies renouvelables. Ce sont autant d'opportunités pour nos jeunes, les seniors, les salariés en reconversion*», ajoute Agnès Pannier-Runacher, parlant des «*générations France Nation verte*».

L'autre volet de cette préparation est financier. «*Il faut que les exploitants donneurs d'ordres - EDF, Orano, Framatome, le CEA - sélectionnent dès à présent les entreprises partenaires qui participeront aux projets de nouveaux réacteurs et qu'ils anticipent les signatures des contrats avec les sous-traitants*», ajoute la ministre.

## Dynamique européenne

L'enjeu est d'aider ces entreprises, souvent des PME/ETI, à faire face à une hausse de leur besoin en fonds de roulement, en attendant qu'elles engrangent le chiffre d'affaires lié aux chantiers futurs. «*L'essentiel de la croissance de l'activité sera porté par les fournisseurs ETI et PME. Recruter quelques milliers de personnes avec un ou deux ans d'avance représente un investissement dans l'industrie qui se chiffre en milliards d'euros*», ajoute Olivier Bard. «*Je vais réunir les financeurs du nucléaire et le Fonds France nucléaire (doté de 200 millions d'euros, pour soutenir en fonds propres les PME, NDLR)*», rassure la ministre. C'est un changement de paradigme majeur pour bon nombre d'entreprises, qui passent d'une activité en déclin à un retour en grâce, avec des perspectives de croissance pour les 75 à 100 prochaines années!

La dynamique est d'autant plus forte que la France n'est pas la seule à s'être engagée dans la relance du nucléaire. Paris a œuvré à la création de l'Alliance du nucléaire, qui réunit désormais quatorze pays européens «*plus d'un État membre sur*

*deux*», aime à rappeler Agnès Pannier-Runacher. L'enjeu va même au-delà, puisque sept pays vont réinvestir dans le nucléaire (Pologne, République tchèque, Roumanie, Bulgarie, Slovaquie, Pays-Bas et Suède). Il faut donc relancer toute une filière en Europe. *«L'Union a la capacité d'être souveraine. Et la France est incontournable. Je réunirai courant mai, à Paris, les quatorze pays qui forment notre alliance européenne du nucléaire. Nous ferons le point sur les projets que chaque État compte lancer, sur la capacité de la filière nucléaire pour y répondre, sur les calendriers, sur les compétences à former*», détaille Agnès Pannier-Runacher. Ceci est une formidable source d'opportunités pour les industriels français.

L'Europe veut réduire sa dépendance à la Russie dans le nucléaire, même si elle est moins forte que dans d'autres énergies - l'Union européenne a acheté pour 1 milliard d'euros de combustible nucléaire à la Russie en 2022, contre environ 50 milliards de gaz russe. *«En France, nous ne sommes pas dépendants. EDF a certes un contrat de retraitement de l'uranium avec un partenaire russe, mais elle peut s'en passer pour assurer notre sécurité d'approvisionnement. Elle a réduit son contrat à son montant légal minimal. En résumé, nous avons diversifié notre approvisionnement en uranium, nous avons des stocks, nous maîtrisons la technologie de la conversion et de l'enrichissement*», déclare la ministre. En revanche, l'effort est plus important pour les pays d'Europe de l'Est, qui ont des centrales aux technologies russes pour des raisons historiques.

À cette alliance européenne s'ajoute un partenariat avec le Royaume-Uni, qui relance aussi le nucléaire, avec notamment la construction de la centrale d'Hinkley Point. *«Lors du G7 Climat Énergie (les 15 et 16 avril), j'ai poussé pour que le nucléaire soit mentionné comme une solution de décarbonation*», rappelle la ministre. En marge du sommet, la France, le Royaume-Uni, le Canada, les États-Unis et le Japon ont fait état d'une mise en commun de leurs ressources pour accompagner les pays encore dépendants de la Russie pour leur énergie nucléaire, que ce soit en termes de compétences, de composants industriels ou de combustible (uranium).

[La rédaction vous conseille](#)